



Des écoliers se réfugient chez les cathos pour échapper au ghetto

Dans les quartiers populaires, du Havre à Montpellier, Toulouse ou Vannes, des familles tentent d'offrir «l'égalité des chances» à leurs enfants en choisissant le privé. À l'heure de la loi contre le «séparatisme islamiste», ces parents bataillent plutôt contre la ségrégation sociale. Du plus loin qu'il s'en souvienne, Gino Ximenez, dit Boulito, n'a jamais aimé l'école. Du moins pas celle de son enfance, cité Gély, à Montpellier (Hérault), où l'ascenseur social semble n'avoir jamais décollé.

«Ici, c'est mon quartier, et il me tient à cœur, mais dans l'école du secteur j'étais le premier de la classe, alors que j'écris comme je parle... Je me souviens d'un enseignant qu'on aimait beaucoup, parce qu'il lisait son livre dans son coin et qu'il nous laissait jouer à la pétanque dans la cour», sourit Gino, 36 ans.

Une anecdote dont l'arrière-goût hante encore le commerçant au moment de poser ses doigts sur un clavier ou d'attraper un stylo. «J'ai du mal à aider ma fille de 10 ans à faire ses devoirs et pour moi c'est un handicap. Je ne veux pas que mes enfants passent par là, et je pense qu'en restant tous dans les mêmes classes entre gitans, on ne peut pas évoluer. Je n'en connais que deux qui ont eu le bac à la cité Gély...»

Alors à la naissance d'Hawaï, Gino et Jessica ont tout de suite su qu'elle ne fréquenterait pas l'école du quartier. Ni Hawaï ni ses sœurs, India et Bruna, respectivement âgées de 10, 9 et 4 ans. Pour elles, direction l'école de la Sainte-Famille, quelques centaines de mètres plus bas.

Hawaï, 10 ans, devrait poursuivre sa scolarité dans un collège catholique de Montpellier à la rentrée prochaine. © PB

Hawaï, 10 ans, devrait poursuivre sa scolarité dans un collège catholique de Montpellier à la rentrée prochaine. © PB

Contrairement au schéma le plus commenté dans la presse, l'évitement scolaire n'est pas l'apanage de «bobos». À l'inverse, comme Gino et Jessica, certaines familles issues des classes populaires déploient leurs propres stratégies de contournement de la carte scolaire, essentiellement pour fuir l'entre-soi. Comme par instinct de survie en somme, et pour toucher du doigt la sacro-sainte «égalité des chances» dont elles se sentent exclues.

D'après un document statistique de l'Éducation nationale daté de 2018, 11 % des élèves des quartiers prioritaires s'embarqueraient dans le privé à leur entrée en classe de 6^e, contre 25,9 % des élèves d'autres secteurs, toutes classes sociales confondues. Ils ne seraient donc qu'une poignée, mais la ségrégation scolaire, dans leur bouche, n'est pas qu'un concept.

Dans le quartier de La Paillade à Montpellier, Khaled Baki a vu les choses se dégrader peu à peu. «Quand j'étais à l'école primaire, le directeur habitait le quartier et sa fille Valérie était dans ma classe. Aujourd'hui, c'est fini tout ça. Les enseignants n'habitent plus le quartier et n'y inscrivent plus leurs enfants... C'est ce qui me choque le plus», relève le père de famille.

Inquiet à l'idée de voir ses filles prises au piège «de ce ghetto qu'on a créé», il s'est redirigé vers le collège Saint-Roch, dans le quartier de Celleneuve, situé à quelques minutes.

«On ne renie pas nos origines, mais je ne voulais pas inscrire mes filles dans le collège du secteur, où nous sommes tous parqués les uns avec les autres... Ce qui leur permet





d'ailleurs d'avoir des copines qui s'appellent Lani, Romane et Fatima... La France est multiculturelle, donc il faut que l'école de la République ressemble à la France», estime cet éboueur de 52 ans.

Bien loin de l'image de certaines écoles catholiques bourgeoises et hautement sélectives, de nombreux établissements privés ont fait de cette ouverture aux classes populaires et aux quartiers une véritable marque de fabrique. Au Havre (Seine-Maritime), le collège Montesquieu-Sainte-Marie est de ceux-là. Ici, le chef d'établissement, Sylvain Pézier, compte entre 40 et 50 % d'élèves boursiers selon les années, contre 12,3 % dans le privé en général et 29,9 % dans le public, d'après les dernières données de l'Éducation nationale.

«Historiquement, le collège a toujours recruté sur le secteur du "Plateau", qui regroupe plusieurs quartiers considérés comme difficiles. Et nous avons un véritable brassage de populations, avec des familles de classes moyennes à aisées venues du centre-ville, notamment grâce au handicap puisque nous proposons un accueil spécifique», explique le directeur, enthousiaste à l'idée de provoquer des rencontres entre des publics qui ne se seraient peut-être jamais côtoyés autrement.

Le lycée catholique dans lequel il officiait auparavant présentait les mêmes profils. «La pastorale était animée par une juive, une musulmane et une bouddhiste, et je me souviens d'un collègue qui m'avait dit : "J e croise les doigts pour qu'u n jour on dégote une catholique!"», sourit l'enseignant.

Une configuration que Philippe Causse, principal du collège Saint-Roch, à Montpellier, connaît aussi par cœur. «La priorité pour ces familles, c'est un choix d'encadrement, de sérieux, un projet éducatif, et aussi, oui, une possibilité de promotion sociale quelque part...», arg ue l'enseignant.

Dans des quartiers comme celui de la Paillade, à Montpellier, les enseignants ne scolarisent plus leurs enfants dans les écoles où ils enseignent. Pour Khaled Baki, c'est déjà un mauvais signal. © PB

Dans des quartiers comme celui de la Paillade, à Montpellier, les enseignants ne scolarisent plus leurs enfants dans les écoles où ils enseignent. Pour Khaled Baki, c'est déjà un mauvais signal. © PB

À l'heure où le gouvernement prétend lutter contre le «séparatisme» avec son projet de loi «confortant le respect des principes de la République» (examiné dès le mois de mars au Sénat), les préoccupations de ces parents en quête de mixité sociale et culturelle appellent à prendre le problème à la source.

À l'image de Laura*, qui a décidé d'extirper son petit garçon du quartier de Lalande, à Toulouse (Haute-Garonne), pour fuir les dérives d'un communautarisme dont cet entre-soi forcé fait le lit. «L'école de mon secteur comprenait une douzaine de classes de maternelle. Et s'il n'y avait pas de place ici, j'aurais dû mettre mon enfant dans la deuxième école, qui a été construite en préfabriqué. Il y a trop, trop, trop d'élèves... Et une grosse bascule en termes de mixité ces dernières années. En fait, il n'y en a plus.»

Si Laura est inquiète, c'est parce qu'elle a déjà écumé «tous les quartiers chauds de Toulouse» étant enfant, et goûté aux dérives d'un cocktail insidieux mêlant ségrégation, précarité et violence... «J'étais en classe avec Kader Merah [le frère du terroriste Mohammed Merah, lui-même condamné pour complicité de sept assassinats – ndr], et il tenait déjà des propos limites... Je pense que c'est une histoire d'éducation et d'enfermement, et je veux autre chose pour mes enfants.»

À l'école privée Sainte-Germaine, située au cœur du quartier Borderouge à Toulouse, les mères qu'elle côtoie craignent de voir leurs enfants «happés» par le trafic ou les réseaux communautaristes.





«Il est arrivé que l'on dise à leurs enfants des choses du genre : "Vous êtes de la famille, venez avec nous", raconte encore Laura. Les jeunes ont des œillères à force de rester entre eux ; on ne leur montre pas ce à quoi ils peuvent prétendre.» Une atmosphère troublante que Stessy a découverte en emménageant ici, fraîchement débarquée des Antilles. «Je ne pense pas que tous les enfants tombent dans le trafic, mais je voulais être sûre de n'avoir aucun regret plus tard», lâche-t-elle.

De fil en aiguille, ces établissements font néanmoins l'objet d'une stigmatisation latente. Un phénomène que l'école catholique Françoise-d'Amboise à Vannes (Morbihan), qui recrute essentiellement dans le quartier populaire de Ménimur, a déjà observé. «Parfois, cela peut faire peur. Il peut arriver que nous subissions la même chose que les écoles publiques des secteurs défavorisés», remarque une enseignante.

Même constat à l'école Notre-Dame-Saint-Théodore, à Marseille (Bouches-du-Rhône), dont l'ex-responsable de l'association des parents d'élèves, Vincent Pavan, estime «à plus de 90 %» le nombre d'enfants musulmans.

Mais qu'importent les conséquences, pour le secrétaire général de l'enseignement catholique, Philippe Delorme, cette ouverture devrait faire loi. À l'inverse, l'élitisme et l'hypersélectivité de certains établissements huppés «ne correspondent pas à ce que doit vivre l'enseignement catholique», argue l'homme, convaincu que ces établissements ont un rôle à jouer dans ces secteurs confrontés à «la ghettoïsation».

Et pour s'en donner les moyens, voilà deux ans que l'institution utilise un indicateur de position sociale dans la répartition des budgets, «afin que les académies qui accueillent le plus de familles défavorisées soient avantagées. Nos instances ont défini des politiques nationales destinées à privilégier la mixité sociale et le développement des formations professionnelles, pour que l'accueil de tous soit une réalité», poursuit-il.

Une ambition que le sociologue Choukri Ben Ayed, spécialiste des questions de mixité et d'évitement, tient à tempérer. «Il faut déconstruire l'idée de familles libres de leurs choix. Quand on entre dans les détails, le système éducatif est d'autant plus inégalitaire là où il est le moins régulé par la force publique. Les classes populaires veulent imiter les pratiques des classes moyennes et supérieures, mais en réalité elles n'ont pas les moyens d'assurer ce type de scolarité», analyse le chercheur, qui rencontre, au sein des classes populaires, une majorité d'élèves «plus mobiles qu'"évitants"».

En bref : la plupart d'entre eux entreraient dans le privé pour tenter de pallier leurs difficultés scolaires, mais ils n'y resteraient pas dans la durée, à l'inverse des classes plus aisées. Pire, cette mixité rêvée serait «factice» puisque ces enfants se retrouvent souvent «dans des établissements privés qui se spécialisent dans l'accueil des enfants pauvres et absorbent cette proportion de classes populaires».

Fructueuses ou non, ces stratégies sont néanmoins le résultat d'un échec national. Pour Rodrigo Arenas, vice-président de la FCPE, cette incapacité de renouveler l'image des établissements de quartier et ce qu'ils portent est une véritable «catastrophe du point de vue de la République».

Et s'il est évident que les politiques successives peinent à casser cette dynamique, c'est en partie parce que «la France est un pays de l'entre-soi... Les dirigeants de notre pays ont grandi et ont évolué dans l'entre-soi. Dans le gouvernement actuel, une grande partie n'a jamais été à l'école publique autrement que dans des classes d'élite», avance le militant.

Retour chez les Ximenez, à Montpellier. Lorsque Jessica a poussé la porte de la Sainte-Famille pour la toute première fois, elle a préféré rester discrète. «Je n'ai pas dit que mes filles étaient gitanes. Parce que les gitans, ça a des poux, et c'est mal élevé, vous comprenez», ironise la mère. Le secret fut de courte durée. «La première année, Hawaï n'a jamais été invitée à un anniversaire. Elle en a beaucoup pleuré, parce qu'elle



voyait les enfants se donner les cartons d'invitation dans la cour.» Puis le temps a fait son œuvre, les autres mamans ont salué leurs «bonnes manières» et les dernières dignes ont fini par céder.

Dans la salle de jeu de leur appartement, french manucure au bout des doigts, Hawaiï passe en revue son mur de cosmétiques, dont elle badigeonne ses petites sœurs à ses heures perdues. Mais pas question de se fier aux apparences: la jeune fille n'a pas l'intention de se lancer dans l'esthétique. Contrairement à son père, elle s'est prise de passion pour l'école et l'annonce tout de go: elle sera «notaire».

